

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-022

DU 28 JANVIER 2022

AFFECTATION 2022 EDI - 1ÈRE AFFECTATION 2022 RELATIVE À L'AVANCE DES E2C ET DES MISSIONS LOCALES SOUTIEN RÉGIONAL À L'ARML ET AVENANTS DE TRANSFERT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L214-14 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L5314-1 et suivants, et ses articles L61121-1 L6121-2-1, R5131-6 et R6121-1 et suivants ;

VU la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 modifiée relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle ;

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelles – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (Espaces Dynamiques d'Insertion) – Écoles de la 2^{ème} chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 portant soutien régional aux missions locales, avances des subventions 2015 et ajustement 2014 ;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 portant aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIEN, et l'OPTILE, relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle – Mobilisation et renouvellement des conventions : Pôle emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales – Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires – Mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du Plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 portant évolution du cadre de conventionnement des missions locales, présentation de l'accord-cadre État/Région/Association Régionale des Missions locales, soutien régional aux missions locales, avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences : approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 portant soutien régional aux missions locales : 2^{ème} affectation, évolution du réseau, prorogation de la convention chèques mobilité ;

VU la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 relative au Dispositif régional Espaces de Dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 ;

VU la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 portant conventionnement 2019-2022 avec les Écoles de la deuxième chance ;

VU la délibération n° CP 2019- 038 du 24 janvier 2019 relative à « EDI : Habilitation 2019 2022 et 1ère affectation 2019 ; Mission locale de Sevran : 1ere affectation de la subvention de fonctionnement 2019 » ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional

d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-094 du 19 mars 2019 relative à « Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) / Modalités de calcul du montant du bonus / Modalités de calcul du montant du bonus / Avenant 2019 à la convention d'habilitation 2019 – 2022 » ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 relative au renforcement de la performance dans le pilotage et le financement des missions locales, seconde affectation 2019, et convention constitutive du GIP Ivry-Vitry ;

VU la délibération n° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 portant mise en œuvre du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures sur l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2020-019 du 31 janvier 2020 relative aux « Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) : affectation 2020 » ;

VU la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 portant soutien régional à l'Association Régionale des Missions Locales et aux missions locales : conventions, avances et avenant de transfert Hub de la réussite ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et aux frais de gestion 1^{ère} affectation, à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CP 2020-098 du 4 mars 2020 relative au PRIC 2020 : Abondement Formations Transversales – Parcours Entrée dans l'Emploi – Affectation actions PRIC – Subvention Actions Expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2020-114 du 4 mars 2020 portant mesures pour la mobilité des jeunes : Gratuité des transports (conventionnement 2020 2022) ;

VU la délibération n° CR 2020-018 du 5 mars 2020 : « L'Apprentissage, la Région s'engage » ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention cadre région Ile-de-France - Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-352 du 23 septembre 2020 portant diverses mesures pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi ;

VU la délibération n° CP 2020-474 du 18 novembre 2020 relative à diverses mesures relatives à des parcours d'insertion en faveur des Franciliens les plus éloignés de l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2020-480 du 18 novembre 2020 relative à l'avenant 4 à la convention ASP, aux frais de gestion ASP 2021, aux remises gracieuses et au budget d'information au public ;

VU la délibération n° CP 2021-015 du 21 janvier 2021 relative au soutien régional à l'Association régionale des Missions Locales : convention, avance et avenant de transfert ;

VU la délibération n° CP 2021-24 du 21 janvier 2021 « Affectation 2021 pour les Espaces de

Dynamique d'Insertion (EDI) – Abondement PRIC 2021 : Formations transversales et parcours d'entrée dans l'emploi » ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2021-234 du 22 juillet 2021 relative au financement des Écoles de la deuxième chance en Île-de-France – Solde 2021 ;

VU la délibération N° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration de clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-456 du 19 novembre 2021 relative aux «affectations pour : Programme régional PEE 2022, PRFT 2022, Espaces de dynamique d'insertion, Ecoles de la 2ème chance et Aides Individuelles Régionales vers l'Emploi » ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la Convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires"

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la région d'Île-de-France

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-022 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion 2022, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution :

- des compensations financières prévisionnelles annuelles pour un montant total de 5 440 540,09 € ;
- du bonus, aux conditions définies par la délibération n° CP 2019-094 du 19 mars 2019 susvisée pour un montant total prévisionnel maximum de 544 054,01 € ;
- soit un montant total prévisionnel annuel s'élevant à 5 984 594,10 €.

Approuve l'avenant type annuel adopté par la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 susvisée, modifié et figurant à l'annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement, aux structures bénéficiaires porteuses d'un EDI, de la compensation annuelle et du bonus éventuels au titre de l'année 2022, à la signature d'un avenant conforme à l'avenant type pré-cité.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants précités avec chaque structure.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 5 984 594,10 € dont 497 115,54 € au titre du PRIC 2022 prélevée sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme HP 111-005 « Mesures d'insertion professionnelle », code action 11100501 « Accès aux savoirs de base » du budget régional 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces compensations à compter du 1er janvier 2022 par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

Article 2

Décide de participer, dans le cadre du soutien aux Écoles de la deuxième chance (E2c) franciliennes, au financement de celles citées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une avance d'un montant de **5 031 427,17 €** au titre des compensations accordées pour l'année 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 031 427,17 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme 111 005 « Mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2022. Le financement de ce dispositif relève d'un cofinancement du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 3 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation sur la subvention globale de fonctionnement 2022, les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'annexe financière type à la convention triennale type, approuvée par délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée, et jointe en annexe 5 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **6 000 000 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à

compter du 1^{er} janvier 2022, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation 2022 du dispositif « Parrainage », les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'annexe financière type à la convention triennale type, approuvée par délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée, et jointe en annexe 5 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **201 910 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1^{er} janvier 2022, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation 2022 du dispositif « chèques mobilité », les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'annexe financière type à la convention triennale type, approuvée par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 susvisée, et jointe en annexe 5 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **900 000 €** sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100404 « Gratuité des transports pour les jeunes en insertion » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1^{er} janvier 2022, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6

Approuve la convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Régionale des Missions Locales (ARML) d'Île-de-France pour l'année 2022, jointe en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide de participer, au titre du soutien à l'ARML pour l'année 2022, au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 600 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **600 000 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « Soutien aux missions locales » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1^{er} janvier 2022, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7

Décide de transférer à l'association « Mission Locale Paris Vallée de la Marne » les subventions régionales attribuées en 2021 à l'association « Mission Locale du Bassin Chellois ».

Approuve la convention de transfert de l'association « Mission Locale du Bassin Chellois » vers l'association « Mission Locale Paris Vallée de la Marne » présentée en annexe 8 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions initialement attribuées à la Mission Locale du Bassin Chellois à la signature de la convention de transfert approuvée à l'alinéa 1 du présent article.

Article 8

Décide de transférer l'activité mission locale de MDE Convergence Entrepreneur à la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois, association nouvellement créée.

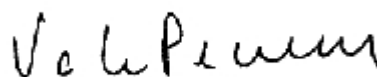
Approuve l'avenant de transfert de l'activité mission locale de MDE Convergence Entrepreneur à la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois, présenté en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions initialement attribuées à MDE Convergence Entrepreneur à la signature de l'avenant de transfert approuvé à l'alinéa 1 du présent article.

Article 9

Approuve l'avenant modificatif présenté en annexe 10, visant l'intégration de la clause éthique dans la convention triennale d'objectif et de moyen des missions locales, approuvée par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1133380-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets EDI

DOSSIER N° 21010891 - ACTION PREVENTION SPORT

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
245 568,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE ROLAND MARTIN
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin BURLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par

l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
94	APS	105	436 833,44 €	223 243,84 €	51,11	22 324,38 €	245 568,22 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	39 640,00	9,07%
Services extérieurs	85 820,00	19,65%
Autres services extérieurs	21 463,60	4,91%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	10 830,00	2,48%
Charges de personnel	265 399,84	60,76%
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 680,00	3,13%
Total	436 833,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	60 000,00	13,74%
Autres fonds publics	69 000,00	15,80%
Autres recettes	84 589,60	19,36%
Compensation Région	223 243,84	51,11%
Total	436 833,44	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010892 - ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
245 916,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE
Adresse administrative : 18 AVENUE VICTORIA
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE THIBAUT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par

l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le coût total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
75	ANRS	110	323 560,58 €	223 560,58 €	69,09	22 356,06 €	245 916,64 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 750,00	0,85%
Services extérieurs	33 420,00	10,33%
Autres services extérieurs	34 200,00	10,57%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	20 069,00	6,20%
Charges de personnel	209 713,00	64,81%
Autres charges de gestion courante	15 079,36	4,66%
Dotations aux amortissements et aux provisions	8 329,22	2,57%
Total	323 560,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	100 000,00	30,91%
Compensation Région	223 560,58	69,09%
Total	323 560,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010893 - ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Montant Compensation +Bonus) 245 943,58 €
----------------------------------	---

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative : 20 RUE LECHARPENTIER
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte WERA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;

- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
95	SAUVEGARDE 95 / EDI CESAME	92	434 849,91 €	223 585,07 €	51,42	22 358,51 €	245 943,58 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	25 457,50	5,85%
Services extérieurs	10 229,43	2,35%
Autres services extérieurs	83 282,94	19,15%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	19 918,63	4,58%
Charges de personnel	270 699,84	62,25%
Autres charges de gestion courante	19 537,97	4,49%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 723,60	1,32%
Total	434 849,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	160 220,00	36,84%
Autres fonds publics	18 000,00	4,14%
Autres recettes	33 044,84	7,60%
Compensation Région	223 585,07	51,42%
Total	434 849,91	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

**DOSSIER N° 21010894 - ASS SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS
(ADSEA 93)**

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Montant Compensation +Bonus) 246 400,00 €
----------------------------------	---

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADSEA 93 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE
L'ADOLESCENCE
Adresse administrative : 20 RUE GALLIENI
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCELIN LEPANY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;

- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
93	SAUVEGARDE 93 / EDI NORD OUEST	100	375 939,00 €	224 000,00 €	59,58	22 400,00 €	246 400,00 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	57 720,00	15,35%
Services extérieurs	11 093,00	2,95%
Autres services extérieurs	21 645,00	5,76%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	23 076,00	6,14%
Charges de personnel	220 183,00	58,57%
Autres charges de gestion courante	31 151,00	8,29%
Dotations aux amortissements et aux provisions	11 071,00	2,94%
Total	375 939,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	64 000,00	17,02%
Entreprises, OPCO	45 000,00	11,97%
Autres recettes	42 939,00	11,42%
Compensation Région	224 000,00	59,58%
Total	375 939,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010895 - ASSOCIATION AURORE EDI ILIADE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
202 660,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

C- Le cout total de l'opération

- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
77	AUORE L'ILLIADE	80	271 399,99 €	184 237,07 €	67,88	18 423,71,00 €	202 660,78 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	18 950,00	6,98%
Services extérieurs	27 013,95	9,95%
Autres services extérieurs	19 661,60	7,24%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	16 390,37	6,04%
Charges de personnel	173 310,13	63,86%
Autres charges de gestion courante	12 825,30	4,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 248,64	1,20%
Total	271 399,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	87 162,92	32,12%
Compensation Région	184 237,07	67,88%
Total	271 399,99	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010896 - ASSOCIATION AURORE ODYSSEE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
243 521,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
93	AURORE / EDI ODYSSEE	120	292 883,00 €	221 383,00 €	75,59	22 138,30 €	243 521,30 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 830,00	4,04%
Services extérieurs	30 384,00	10,37%
Autres services extérieurs	19 668,00	6,72%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	17 524,00	5,98%
Charges de personnel	197 773,00	67,53%
Autres charges de gestion courante	13 132,00	4,48%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 572,00	0,88%
Total	292 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	64 000,00	21,85%
Autres fonds publics	7 500,00	2,56%
Compensation Région	221 383,00	75,59%
Total	292 883,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010897 - ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
244 035,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
93	AUORE / EDI SPASSE 24	120	342 850,00 €	221 850,00 €	64,71	22 185,00 €	244 035,00 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	17 600,00	5,13%
Services extérieurs	47 157,00	13,75%
Autres services extérieurs	33 958,00	9,90%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	20 747,00	6,05%
Charges de personnel	198 570,00	57,92%
Autres charges de gestion courante	13 672,00	3,99%
Dotations aux amortissements et aux provisions	11 146,00	3,25%
Total	342 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	109 000,00	31,79%
Autres fonds publics	12 000,00	3,50%
Compensation Région	221 850,00	64,71%
Total	342 850,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010898 - ASSOCIATION AURORE-LE VERGER

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
215 814,37 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
77	AUORE/ MITRY MORY 77 / EDI LE VERGER	80	266 157,89 €	196 194,88 €	73,71	19 619,49 €	215 814,37 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 250,00	3,10%
Services extérieurs	22 683,77	8,52%
Autres services extérieurs	26 303,60	9,88%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	15 352,99	5,77%
Charges de personnel	179 602,24	67,48%
Autres charges de gestion courante	12 577,58	4,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 387,71	0,52%
Total	266 157,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	69 963,01	26,29%
Compensation Région	196 194,88	73,71%
Total	266 157,89	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010899 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
239 704,19 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIRE ASS FORMA AIDE REINSERT

Adresse administrative : 48 RUE DE L AMIRAL MOUCHEZ
75014 PARIS 14

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
92	FAIRE 92	110	300 485,32 €	217 912,90 €	72,52	21 791,29 €	239 704,19 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 099,72	2,03%
Services extérieurs	37 097,89	12,35%
Autres services extérieurs	4 717,79	1,57%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	18 502,35	6,16%
Charges de personnel	233 398,92	77,67%
Autres charges de gestion courante	53,20	0,02%
Charges exceptionnelles	615,45	0,20%
Total	300 485,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	18 100,00	6,02%
Autres fonds publics	34 150,00	11,36%
Particuliers	30 322,42	10,09%
Compensation Région	217 912,90	72,52%
Total	300 485,32	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010900 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
245 423,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIRE ASS FORMA AIDE REINSERT

Adresse administrative : 48 RUE DE L AMIRAL MOUCHEZ
75014 PARIS 14

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
94	FAIRE 94	110	342 762,63 €	223 112,00 €	65,09	22 311,20 €	245 423,20 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	17 282,54	5,04%
Services extérieurs	53 636,70	15,65%
Autres services extérieurs	11 385,44	3,32%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	18 963,15	5,53%
Charges de personnel	241 185,88	70,37%
Autres charges de gestion courante	85,12	0,02%
Charges exceptionnelles	223,80	0,07%
Total	342 762,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	35 000,00	10,21%
Autres fonds publics	50 750,00	14,81%
Particuliers	33 900,63	9,89%
Compensation Région	223 112,00	65,09%
Total	342 762,63	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010901 - ASSOCIATION FILIGRANE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
215 541,54 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative : CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
91	FILIGRANE	120	289 947,03 €	195 946,85 €	67,58	19 594,69 €	215 541,54 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	33 180,70	11,44%
Services extérieurs	66 209,50	22,84%
Autres services extérieurs	12 450,00	4,29%
Charges de personnel	173 006,83	59,67%
Autres charges de gestion courante	2 600,00	0,90%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 500,00	0,86%
Total	289 947,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	23 560,00	8,13%
Autres fonds publics	70 440,18	24,29%
Compensation Région	195 946,85	67,58%
Total	289 947,03	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010902 - ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Montant Compensation +Bonus) 245 713,60 €
----------------------------------	---

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE
Adresse administrative : ASSOCIATION IMAJ
95400 VILLIERS-LE-BEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICH LE ALART, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
95	IMAJ	100	400 977,00 €	223 376,00 €	55,71	22 337,60 €	245 713,60 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 789,00	2,69%
Services extérieurs	21 137,00	5,27%
Autres services extérieurs	37 273,00	9,30%
Charges de personnel	288 567,00	71,97%
Autres charges de gestion courante	38 701,00	9,65%
Charges financières	1 500,00	0,37%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 010,00	0,75%
Total	400 977,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	82 805,00	20,65%
Autres fonds publics	55 163,00	13,76%
Entreprises, OPCO	7 107,00	1,77%
Autres recettes	32 526,00	8,11%
Compensation Région	223 376,00	55,71%
Total	400 977,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010903 - ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Montant Compensation +Bonus) 211 463,12 €
----------------------------------	---

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARPEIJE
Adresse administrative : 361 AVENUE DU GAL DE GAULLE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Marie FAYOLLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par

l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
92	ARPEIJE	78	240 739,20 €	192 239,20 €	79,85	19 223,92 €	211 463,12 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 400,00	3,07%
Services extérieurs	28 909,20	12,01%
Autres services extérieurs	20 130,00	8,36%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	4 600,00	1,91%
Charges de personnel	171 700,00	71,32%
Dotations aux amortissements et aux provisions	8 000,00	3,32%
Total	240 739,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	14 000,00	5,82%
Autres fonds publics	12 000,00	4,98%
Autres recettes	22 500,00	9,35%
Compensation Région	192 239,20	79,85%
Total	240 739,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010904 - ASSOCIATION REPERES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
248 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION REPERES

Adresse administrative : 35 RUE DANAUX
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel VAUTRIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :

- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affectation ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
91	REPERES	90	426 000,00 €	226 000,00 €	53,05	22 600,00 €	248 600,00 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	22 500,00	5,28%
Services extérieurs	62 000,00	14,55%
Autres services extérieurs	31 600,00	7,42%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	5 550,00	1,30%
Charges de personnel	296 250,00	69,54%
Charges financières	100,00	0,02%
Dotations aux amortissements et aux provisions	8 000,00	1,88%
Total	426 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	160 000,00	37,56%
Autres recettes	40 000,00	9,39%
Compensation Région	226 000,00	53,05%
Total	426 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010905 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation + Bonus)
245 258,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE ADOLESCENCE

Adresse administrative : 3 RUE COQ HERON
75001 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Fabienne ZELLNER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
75	SAUEGARDE 75 - CIEJ / EDI COQUERON	110	335 069,58 €	222 962,58 €	66,54	22 296,26 €	245 258,84 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 480,00	1,34%
Services extérieurs	11 510,00	3,44%
Autres services extérieurs	16 305,00	4,87%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	15 674,02	4,68%
Charges de personnel	211 316,83	63,07%
Autres charges de gestion courante	75 783,73	22,62%
Total	335 069,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	100 000,00	29,84%
Autres fonds publics	7 107,00	2,12%
Autres recettes	5 000,00	1,49%
Compensation Region	222 962,58	66,54%
Total	335 069,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010906 - AURORE AGORA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
244 035,01 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
77	AUORE / MELUN 77 / EDI AGORA	120	328 628,69 €	221 850,01 €	67,51	22 185,00 €	244 035,01 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	17 000,00	5,17%
Services extérieurs	24 596,38	7,48%
Autres services extérieurs	22 911,60	6,97%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	19 454,49	5,92%
Charges de personnel	221 226,81	67,32%
Autres charges de gestion courante	15 529,71	4,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 909,70	2,41%
Total	328 628,69	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	106 778,68	32,49%
Compensation Région	221 850,01	67,51%
Total	328 628,69	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010907 - AURORE L'ARCHE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
207 236,04 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : ASSOCIATION AURORE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WILLIAM DUFOURCQ, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
77	AUORE / NOISIEL 77 / EDI L'ARCHE	80	235 495,50 €	188 396,40 €	80,00	18 839,64 €	207 236,04 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 150,00	4,31%
Services extérieurs	5 267,08	2,24%
Autres services extérieurs	11 556,00	4,91%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	14 912,50	6,33%
Charges de personnel	176 205,03	74,82%
Autres charges de gestion courante	11 128,60	4,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	6 276,29	2,67%
Total	235 495,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds publics	47 099,10	20,00%
Compensation Région	188 396,40	80,00%
Total	235 495,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010908 - EQUALIS LES MUREAUX

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
243 752,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUALIS
Adresse administrative : 400 CHE DE CRECY
77100 MAREUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRAN OISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
78	EQUALIS LES MUREAUX	115	326 093,50 €	221 593,50 €	67,95	22 159,35 €	243 752,85 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 500,00	1,99%
Services extérieurs	64 440,00	19,76%
Autres services extérieurs	9 145,00	2,80%
Charges de personnel	219 448,48	67,30%
Autres charges de gestion courante	17 260,02	5,29%
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 300,00	2,85%
Total	326 093,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	22 000,00	6,75%
Autres fonds publics	35 000,00	10,73%
Autres recettes	47 500,00	14,57%
Compensation Région	221 593,50	67,95%
Total	326 093,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010909 - EQUALIS MONTEREAU

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
247 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUALIS
Adresse administrative : 400 CHE DE CRECY
77100 MAREUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRAN OISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
77	EQUALIS MONTEREAU	100	282 307,00 €	225 000,00 €	79,70	22 500,00 €	247 500,00 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 600,00	4,82%
Services extérieurs	66 456,24	23,54%
Autres services extérieurs	2 380,00	0,84%
Charges de personnel	185 870,76	65,84%
Autres charges de gestion courante	10 500,00	3,72%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 500,00	1,24%
Total	282 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	10 000,00	3,54%
Autres fonds publics	20 807,00	7,37%
Autres recettes	26 500,00	9,39%
Compensation Région	225 000,00	79,70%
Total	282 307,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010910 - EQUALIS SAINT QUENTIN EN YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
212 575,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUALIS
Adresse administrative : 400 CHE DE CRECY
77100 MAREUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRAN OISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
78	EQUALIS ST QUENTIN EN YVELINES	100	253 250,00 €	193 250,00 €	76,31	19 325,00 €	212 575,00 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 620,00	3,40%
Services extérieurs	39 174,68	15,47%
Autres services extérieurs	4 897,57	1,93%
Charges de personnel	184 575,52	72,88%
Autres charges de gestion courante	13 449,10	5,31%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 533,13	1,00%
Total	253 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	60 000,00	23,69%
Compensation Région	193 250,00	76,31%
Total	253 250,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010911 - EQUALIS 92

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
244 729,01 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUALIS
Adresse administrative : 400 CHE DE CRECY
77100 MAREUIL-LES-MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRAN OISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
92	EQUALIS 92	115	292 549,92 €	222 480,92 €	76,05	22 248,09 €	244 729,01 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 700,00	2,63%
Services extérieurs	77 410,17	26,46%
Autres services extérieurs	10 920,50	3,73%
Charges de personnel	178 520,77	61,02%
Autres charges de gestion courante	17 798,48	6,08%
Dotations aux amortissements et aux provisions	200,00	0,07%
Total	292 549,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres recettes	70 069,00	23,95%
Compensation Région	222 480,92	76,05%
Total	292 549,92	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010912 - FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
207 116,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNESSE FEU VERT

Adresse administrative : 34 RUE DE PICPUS
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur Jean-Marc STEINDECKER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
75	FJFV	100	340 787,51 €	188 287,51 €	55,25	18 828,75 €	207 116,26 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 407,13	2,17%
Services extérieurs	84 074,96	24,67%
Autres services extérieurs	17 745,74	5,21%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	15 871,41	4,66%
Charges de personnel	193 941,49	56,91%
Autres charges de gestion courante	17 299,07	5,08%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 447,71	1,31%
Total	340 787,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	152 500,00	44,75%
Compensation Régionale	188 287,51	55,25%
Total	340 787,51	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010913 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
136 971,77 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 8 RUE CHARLES MICHELS
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Loup CHAUMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
91	INSTEP L. LAGRANGE	40	167 229,74 €	124 519,79 €	74,46	12 451,98 €	136 971,77 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 376,04	5,01%
Services extérieurs	18 760,70	11,22%
Autres services extérieurs	3 949,52	2,36%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	4 650,00	2,78%
Charges de personnel	128 340,00	76,74%
Charges financières	153,48	0,09%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 000,00	1,79%
Total	167 229,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Entreprises, OPCO	7 309,95	4,37%
Particuliers	24 400,00	14,59%
Autres recettes	11 000,00	6,58%
Compensation Région	124 519,79	74,46%
Total	167 229,74	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010914 - LA FERME DU PARC DES MEUNIER

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
249 615,54 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU PARC DES MEUNIER
Adresse administrative : 60 RUE CHARLES NUNGESSER
94290 VILLENEUVE LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PIERRETTE CALVAO, Vice-présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1- Le public cible visé par les Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI)

Ce sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2- Les objectifs d'un EDI

Ce sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3- Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;

- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4- La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5- Le financement du projet

Le tableau ci-dessous présente :

- Le cout total de l'opération ;
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle ;
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant ;
- Le montant maximum du bonus ;
- Le total de la compensation et du bonus.

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
94	LA FERME DU PARC DES MEUNIER	85	378 379,17 €	226 923,22 €	59,97	22 692,32 €	249 615,54 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	31 381,20	8,29%
Services extérieurs	26 601,21	7,03%
Autres services extérieurs	11 764,80	3,11%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	3 000,00	0,79%
Charges de personnel	296 131,96	78,26%
Charges exceptionnelles	500,00	0,13%
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 000,00	2,38%
Total	378 379,17	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	40 000,00	10,57%
Autres fonds publics	18 300,00	4,84%
Autres recettes	93 155,95	24,62%
Compensation Région	226 923,22	59,97%
Total	378 379,17	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
 Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010915 - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (Montant Compensation +Bonus) 205 565,92 €
----------------------------------	--

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION
DES YVELINES
Adresse administrative : 7 RUE DENIS PAPIN
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BONIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par

l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
78	LIGUE 78	65	258 378,11 €	186 878,11 €	72,33	18 687,81 €	205 565,92 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 749,00	2,61%
Services extérieurs	4 795,00	1,86%
Autres services extérieurs	4 532,00	1,75%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	9 414,35	3,64%
Charges de personnel	190 050,25	73,56%
Autres charges de gestion courante	42 837,51	16,58%
Total	258 378,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	2 500,00	0,97%
Entreprises et OPCA	35 000,00	13,55%
Autres fonds publics	34 000,00	13,16%
Compensation Région	186 878,11	72,33%
Total	258 378,11	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010916 - LA MONTAGNE VIVRA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)

Délibération Cadre : CP 2020-019 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
(Montant Compensation +Bonus)
243 932,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative : 18 RUE THIBAUT CHABRAND
95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice BLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote à la commission permanente

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel	Coût total de l'opération	Montant compensation annuelle prévisionnelle	Taux d'intervention Régionale	Montant Prévisionnel Bonus	Montant Compensation + Bonus
95	LA MONTAGNE VIVRA	110	349 102,87 €	221 756,65 €	63,52	22 175,67 €	243 932,32 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 585,00	3,60%
Services extérieurs	33 706,05	9,66%
Autres services extérieurs	9 187,00	2,63%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	23 327,82	6,68%
Charges de personnel	270 297,00	77,43%
Total	349 102,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	90 400,00	25,89%
Entreprises, OPCO	7 000,00	2,01%
Autres recettes	29 946,22	8,58%
Compensation Région	221 756,65	63,52%
Total	349 102,87	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 2 : Avenant type annuel EDI

AVENANT N°6 ANNEE 2022	
	N° CONVENTION : «Numéro_convention» ACTION : «Numéro_Action»

Entre :

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

En vertu de la délibération n° CP 2022-022 du 28 janvier 2022 relative à « Affectation 2022 EDI – 1^{ère} affectation 2022 relative à l’avance des E2C et de missions locales soutien régional à l’ARML et avenants de transfert » ;

En vertu de la délibération n° CP 2021-032 du 21 juillet 2021 par laquelle la Région a intégré une clause d’éthique dans les conventions qu’elle conclut

Ci-après dénommée « la Région »

D’une part,

Et :

L’organisme dénommé «Raison_Sociale»

- dont :

le statut juridique est une : «Statut_juridique»

le siège social porte le n° SIRET «N_SIRET_siège_social» et est situé

au : «Adresse_siège_social» «code_postal_siège_social» «Ville_siège_social»

- l’établissement exécutant l’action porte le n° SIRET

«N_SIRET_établissement_exécutant_laction» et est situé au :

«Adresse_établissement_exécutant_laction» «code_postal_établissement_exécutant_lac»

«Ville_établissement_exécutant_laction»

- ayant pour représentant : «Représentant», «Titre»

ci-après dénommé « l’opérateur ».

d’autre part.

PREAMBULE :

Le présent avenant est conclu en application de la convention d’habilitation 2019-2022.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : L’objet de l’avenant

Conformément aux dispositions de la convention d’habilitation visée plus haut, le présent avenant est conclu au titre de l’année 2022. Il a pour objet, compte tenu des obligations de service public définies dans le dossier d’habilitation, de :

- fixer l'effectif annuel prévisionnel de stagiaires accueillis ;
- fixer la durée moyenne prévisionnelle d'heures par stagiaire ;
- fixer le montant maximal de la juste compensation financière annuelle allouée à l'opérateur.

ARTICLE 2 : L'effectif prévisionnel et la durée moyenne prévisionnelle par stagiaire

Article 2.1. : L'effectif prévisionnel

L'opérateur réalise, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la convention d'habilitation précitée dénommée « Fiche projet pédagogique ».

L'effectif prévisionnel visé s'élève à **«Effectif_prévisionnel XXX» jeunes**.

Cet effectif sera éventuellement confirmé en cours d'exécution de la convention en accord avec les services de la Région et fera l'objet, le cas échéant, d'un avenant.

Article 2.2. : Le nombre moyen d'heures prévisionnel par stagiaire

La durée moyenne prévisionnelle par stagiaire est de **«Heure_par_stagiaire»** heures.

ARTICLE 3 : Le financement de l'action en année 2022

Le financement de l'action comprend la compensation financière octroyée à l'opérateur et, le cas échéant, le bonus pour la réalisation du Plan d'amélioration du service.

La compensation financière et le bonus sont attribués sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires.

Par ailleurs, le paiement de la compensation et du bonus faisant l'objet du présent avenant est versé à l'opérateur par l'Agence de Services et de Paiement.

Article 3.1. Le montant de la compensation financière

Le montant maximum de la compensation pour l'année **2022** octroyée par la Région Ile-de-France à l'opérateur est fixé à **«Montant_compensation_prévisionnel_total_»**€.

En cas de surcompensation, la Région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

Article 3.2. La détermination du montant du bonus

Les règles de calcul du bonus ont été précisées par avenant et le montant du bonus figure sur la fiche projet en annexe du présent avenant.

ARTICLE 4 : Les obligations de l'opérateur relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants dans le cadre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens »

L'opérateur :

- recrute «Nombre_de_stagiaire_à_recruiter» stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois ;
- saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région ;
- informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 5 : Certification Qualité « Qualiopi »

Les décrets n° 2019-564 et n° 2019-565 du 6 juin 2019 fixent le cadre national de la qualité des actions de la formation professionnelle. Ainsi, pour prétendre à un financement public, les organismes prestataires d'actions de formation doivent être certifiés « Qualiopi » à compter du 1^{er} janvier 2022.

Dans la mesure où la Région exige que les structures porteuses d'EDI soient déclarées comme organisme de formation, elle sera amenée à collecter les certificats relatifs à l'obtention de la qualité « Qualiopi » dans le cadre l'attribution des compensations annuelles.

Aussi, elle se réserve la possibilité de ne pas attribuer la compensation demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement à tout organisme non-détenteur de la certification qualité « Qualiopi » à cette date.

ARTICLE 6 : La restitution de la compensation

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la compensation versée à l'opérateur au regard de la conformité de l'action aux textes (dont le présent avenant) qui la régissent et de la qualité des actions réalisées, entre autres en cas de :

- sous-réalisation significative de l'objectif de jeunes accueillis ;
- sous-réalisation significative des heures prévisionnelles totales réalisées et du nombre moyen d'heures par stagiaire constaté ;
- non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
En ce cas, la Région peut exiger la restitution de l'intégralité de la compensation versée ;
- surcompensation.

Outre le contrôle sur pièces ou sur place et celui effectué à partir des données renseignées par les EDI dans le système d'information de la Région, le contrôle de conformité et le contrôle des réalisations peuvent être pratiqués dans le cadre des visites dites de suivi (Cf. le point III. 2 du dossier d'habilitation).

ARTICLE 7 : Clause d'éthique

Le partenaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement du fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la compensation demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 8 : la date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature.

Signature des parties :

A Saint-Ouen-sur-Seine,

La Présidente de la Région Ile-de-France
Et, par délégation

Le représentant légal de l'opérateur

Date, nom, qualité et signature

Date, nom, qualité et signature du
déléataire

Annexe 3 : Fiches projets E2C

DOSSIER N° 21010798 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
669 690,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative : 47 RUE D AUBERVILLIERS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance de Paris a accueilli 391 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 77 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2C Paris accompagne les jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :

- Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation ;
- Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance " école / Entreprises";
- Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.

Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoirs de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter utiliser les outils multimédia et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.

Une alternance de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses, complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint. L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquisées qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites (rue Maroc et Rue d'Aubervilliers). En 2021, l'école a ouvert en septembre un 3eme site rue du Maroc dans une optique de mutualisation des ressources. Un projet d'extension est en cours pour une implantation dans le sud parisien dans le 13eme arrondissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010799 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
701 958,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE

Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance de Seine-et-Marne a accueilli 362 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 69 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'e2C 77, portée par l'association Hub de la réussite depuis 2020, a démarré son activité en 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec l'implantation de 4 autres sites (Melun en 2009 et Chelles en 2013, Montereau et Meaux en septembre 2020), financé par le plan d'investissement dans les compétences.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (16 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire.

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.

Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale. L'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en entreprises (5 semaines), 69% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et professionnelle.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de L'E2c 77 de 480 jeunes adultes Seine-et-Marnais répartis sur ses 3 sites.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 28 janvier 2022 - CP2022-022

DOSSIER N° 21010796 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
707 986,44 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE

Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance des Yvelines a accueilli 401 jeunes sur l'année avec un taux de 61 % de sorties positives sur les fins de parcours en 2020.

L'E2C 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an.

Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.

Les caractéristiques de cette action sont :

- Un parcours en alternance par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle. La durée moyenne de parcours des jeunes est de 8 mois.

- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires professionnels,)

- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 480 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites : Mantes/Magnanville, Saint Quentin en Yvelines, les Mureaux et Chanteloup les Vignes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010797 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
484 470,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN
ESSONNE

Adresse administrative : 11 AV I ET F JOLIOT CURIE
91130 RIS-ORANGIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance de L'Essonne a accueilli 257 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 54 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'objectif central du projet est de permettre à des jeunes sortis définitivement du système scolaire sans diplôme ni qualification ;

- d'acquérir ou ré-acquérir les savoirs fondamentaux du socle de base des connaissances et compétences ;
- de définir et construire un projet professionnel ;
- de découvrir et s'approprier les compétences sociales, en vue d'accéder à une formation qualifiante ou à un emploi stabilisé.

Les actions conduites par l'E2c 91 répondent à deux besoins qu'il convient de mettre en concordance : à savoir le besoin d'insertion sociale et professionnelle des jeunes visés et les besoins d'une économie sur le territoire essonnien qui offre des opportunités d'insertion professionnelle que le public visé n'est pas encore en mesure de saisir quand il intègre l'E2c, d'autre part.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 290 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites respectivement Villebon-sur-Yvette et Ris Orangis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010795 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE- AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
383 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 51 RUE PIERRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2C 92 est constituée de deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L' école de la deuxième chance des Hauts-de-Seine a accueilli 236 jeunes sur l'année avec un taux de 64 % de sorties positives sur les fins de parcours en 2020.

Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. Un parcours dure au maximum 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoir-faire grâce aux stages au sein d'entreprises.

Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-professionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 270 jeunes accueillis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010800 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS - AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
840 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
E2C93

Adresse administrative : 6 MAIL MAURICE DE FONTENAY
93120 LA COURNEUVE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance de Seine-Saint-Denis a accueilli 511 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 56 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 93 vise à amener des jeunes adultes de 16 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de professionnalisation – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.

L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.

Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centre de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites respectivement situés à Bobigny, la Courneuve, Sevran, et Rosny-sous-Bois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010801 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
478 079,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME
CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : TOUR ORIX
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance Du Val-de-Marne a accueilli 340 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 56 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val-de-Marne, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an.

Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.

S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis – critère principal de leur inscription – l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :

- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;
- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;
- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.

Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau. Une Attestation de Compétences Acquisées, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.

Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 340 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites dans le Val-de-Marne, le premier sur la commune de Créteil et le second sur la commune de Choisy le Roi dans de nouveaux locaux en plein centre ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 21010802 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-AVANCE 2022

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018

Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400

Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
765 572,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L' école de la deuxième chance du Val d'Oise a accueilli 467 jeunes sur l'année 2020 avec un taux de 58 % de sorties positives sur les fins de parcours.

L'E2c 95 a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :

- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé de 8 mois et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.

Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.

la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.

En 2022, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites : Argenteuil-Bezons, Cergy Pontoise, Roissy Pays de France, Haut Val-d'Oise, et 1 antenne à Franconville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'avance correspondant à 60% de la compensation régionale 2021, selon les modalités

définies dans la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022

Localisation géographique :

VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 4 : Répartition de l'avance aux Missions Locales

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2022 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2022	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2022 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2022 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2022	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale de Paris	20R75MLPARISF	75	Association Loi 1901	724 627,14 €		9 150,00 €	88 111,49 €			821 888,63 €	5
Mission Locale de la Brie et des Morins	20R77MLMORF	77	Association Loi 1901	66 614,95 €		12 200,00 €	3 245,58 €			82 060,53 €	2
Mission Locale des Boucles de la Marne	20R77MLBOUF	77	Association Loi 1901	52 163,24 €		0,00 €	5 228,91 €			57 392,15 €	2
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	20R77MLMEAF	77	Association Loi 1901	85 234,05 €		1 525,00 €	8 822,52 €			95 581,57 €	2
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	20R77MLMELF	77	Association Loi 1901	98 286,99 €		0,00 €	6 240,29 €			104 527,28 €	2
Mission Locale de la Plaine de France	20R77MLPLAF	77	Groupement d'Interet Public (GIP)	53 652,47 €		0,00 €	9 102,47 €			62 754,94 €	2
Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud (anciennement Maison de l'emploi et de la formation de Sénart/ activité mission locale)	20R77MLSENF	77	Association Loi 1901	70 269,26 €		0,00 €	9 282,03 €			79 551,29 €	2
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	20R77MLMONF	77	Association Loi 1901	51 503,07 €		13 725,00 €	2 828,43 €			68 056,50 €	2
Mission Locale de la Seine et du Loing	20R77MLSEIF	77	Association Loi 1901	60 572,25 €		3 660,00 €	4 864,04 €			69 096,29 €	2
Mission Locale du Provinois	20R77MLPROF	77	Association Loi 1901	43 955,14 €		2 135,00 €	5 649,17 €			51 739,31 €	2
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	20R77MLBRIF	77	Association Loi 1901	64 007,01 €		3 355,00 €	5 219,92 €			72 581,93 €	2
ML Paris Vallée de la Marne (ex Mission Locale pour l'Emploi de Marne la Vallée - Val Maubuée)	20R77MLTORF	77	Association Loi 1901	144 715,88 €		13 725,00 €	21 048,24 €			179 489,12 €	2
Mission Locale de Saint Quentin en Yvelines et des Environs - SQYWAY 16/25	20R78MLQUEF	78	Association Loi 1901	141 908,76 €		0,00 €	22 735,16 €			164 643,92 €	2
Mission Locale du Mantois	20R78MLMANF	78	Association Loi 1901	123 587,56 €		0,00 €	17 042,89 €			140 630,45 €	2
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	20R78MLMURF	78	Association Loi 1901	54 641,46 €		0,00 €	10 909,71 €			65 551,17 €	2
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	20R78MLPOIF	78	Association Loi 1901	104 253,54 €		0,00 €	12 433,84 €			116 687,38 €	2
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	20R78MLRAMF	78	Association Loi 1901	40 934,85 €		0,00 €	4 255,72 €			45 190,57 €	2
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	20R78MLGERF	78	Association Loi 1901	34 744,37 €		2 135,00 €	4 051,99 €			40 931,36 €	2
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	20R78MLSARF	78	Association Loi 1901	58 713,18 €		2 135,00 €	5 989,72 €			66 837,90 €	2
Mission Locale Intercommunale de Versailles	20R78MLVERF	78	Association Loi 1901	55 714,47 €		5 490,00 €	5 716,58 €			66 921,05 €	2
Mission Locale Nord-Essonne	20R91MLNORF	91	Association Loi 1901	76 101,10 €		8 540,00 €	15 707,90 €			100 349,00 €	2
Mission Locale des Trois Vallées	20R91MLVALF	91	Association Loi 1901	123 223,90 €		0,00 €	16 201,48 €			139 425,38 €	2
Mission Intercommunale Vers l'Emploi (MIVE)	20R91MLCORF	91	Association Loi 1901	67 317,38 €		15 250,00 €	7 392,51 €			89 959,89 €	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2022 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2022	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2022 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2022 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2022	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale Sud-Essonne	20R91MLSUDF	91	Association Loi 1901	50 529,67 €		4 270,00 €	5 234,94 €			60 034,61 €	2
Mission Locale d'Evry / DYNAMIQUE EMPLOI	20R91MLEVRF	91	Association Loi 1901	73 867,31 €		12 810,00 €	10 787,44 €			97 464,75 €	2
Mission Locale de Grigny	20R91MLGRIF	91	Association Loi 1901	39 688,38 €		0,00 €	10 614,54 €			50 302,92 €	2
VITA-LIS, Mission Locale Paris Saclay	20R91MLVITF	91	Association Loi 1901	158 032,91 €		4 880,00 €	17 273,43 €			180 186,34 €	2
Mission Locale du Val d'Orge	20R91MLORGF	91	Association Loi 1901	79 997,70 €		6 405,00 €	16 043,41 €			102 446,11 €	2
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	20R91MLYERF	91	Association Loi 1901	80 791,67 €		0,00 €	19 988,97 €			100 780,64 €	2
GIP Emploi Vallée Sud Grand Paris	20R92MLEVSF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	133 890,04 €		0,00 €	22 382,70 €			156 272,74 €	2
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	20R92MLASVF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	54 871,39 €		0,00 €	6 808,71 €			61 680,10 €	2
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	20R92MLCLIF	92	Association Loi 1901	48 376,26 €		0,00 €	12 137,40 €			60 513,66 €	2
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	20R92MLCOLF	92	Association Loi 1901	45 744,30 €		1 830,00 €	4 829,29 €			52 403,59 €	2
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	20R92MLCOUF	92	Association Loi 1901	119 029,60 €		0,00 €	10 376,78 €			129 406,38 €	2
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	20R92MLGENF	92	Association Loi 1901	33 233,30 €		3 355,00 €	2 972,25 €			39 560,55 €	2
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	20R92MLARSF	92	Association Loi 1901	69 371,44 €		0,00 €	12 905,69 €			82 277,13 €	2
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	20R92MLNANF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	69 072,63 €		2 135,00 €	8 621,31 €			79 828,94 €	2
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	20R93MLAUBF	93	Association Loi 1901	88 216,04 €		0,00 €	9 857,23 €			98 073,27 €	2
Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois (anciennement MDE Convergence Entrepreneurs - Maison de l'Emploi Convergence)	20R93MLAULF	93	Association Loi 1901	68 322,53 €		0,00 €	8 523,22 €			76 845,75 €	2
Mission Locale Intercommunale de la MIRE Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil	20R93MLMIRF	93	Association Loi 1901	196 054,32 €		5 795,00 €	19 016,78 €			220 866,10 €	2
Mission Locale pour l'Emploi de Bondy	20R93MLBONF	93	Association Loi 1901	63 398,94 €		0,00 €	11 092,73 €			74 491,67 €	2
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuis	20R93MLDHUF	93	Association Loi 1901	70 218,99 €		1 525,00 €	3 653,67 €			75 397,66 €	2
Mission Locale Intercommunale de La Courneuve, Le Bourget, Stains et Dugny	20R93MLCOUF	93	Association Loi 1901	69 817,03 €		0,00 €	8 986,87 €			78 803,90 €	2
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIJ)	20R93MLEPIF	93	Association Loi 1901	80 484,95 €		0,00 €	30 473,21 €			110 958,16 €	2
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	20R93MLMONF	93	Association Loi 1901	118 376,80 €		0,00 €	25 687,16 €			144 063,96 €	2
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	20R93MLSUDF	93	Association Loi 1901	40 368,32 €		915,00 €	12 437,45 €			53 720,77 €	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2022 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2022	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2022 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2022" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2022 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2022	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	20R93MLLYRF	93	Association Loi 1901	47 597,24 €		0,00 €	6 846,26 €			54 443,50 €	2
Mission Locale de la Marne aux Bois	20R93MLROSF	93	Association Loi 1901	59 907,77 €		2 135,00 €	10 468,98 €			72 511,75 €	2
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	20R93MLDENF	93	Association Loi 1901	128 395,82 €		0,00 €	30 887,49 €			159 283,31 €	2
Mission Locale Intercommunale de Sevrans, Tremblay en France, Villepinte	20R93MLTREF	93	Association Loi 1901	97 510,87 €		0,00 €	25 180,50 €			122 691,37 €	2
Mission Locale de Gagny, Villemomble, Les Pavillons sous Bois	20R93MLVILF	93	Association Loi 1901	51 756,82 €		2 135,00 €	7 132,77 €			61 024,59 €	2
Mission Locale du Plateau Briard	20R94MLPLAF	94	Association Loi 1901	34 170,38 €		1 220,00 €	10 889,29 €			46 279,67 €	2
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	20R94MLVALF	94	Association Loi 1901	79 127,45 €		3 355,00 €	26 879,37 €			109 361,82 €	2
Mission Locale d'Orly, Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	20R94MLORLF	94	Association Loi 1901	54 143,24 €		0,00 €	12 922,00 €			67 065,24 €	2
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	20R94MLCENF	94	Association Loi 1901	111 939,60 €		0,00 €	20 813,52 €			132 753,12 €	2
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	20R94MLVNBF	94	Association Loi 1901	31 589,93 €		3 660,00 €	9 433,41 €			44 683,34 €	2
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	20R94MLBIEF	94	Association Loi 1901	67 875,67 €		1 525,00 €	7 384,25 €			76 784,92 €	2
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	20R94MLALFF	94	Association Loi 1901	53 265,32 €		0,00 €	6 607,64 €			59 872,96 €	2
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	20R94MLBORF	94	Association Loi 1901	113 456,49 €		3 965,00 €	11 176,41 €			128 597,90 €	2
GIP-Mission Locale Intercommunale de Villeneuve St Georges, Valenton - VIVA	20R94MLVILF	94	Groupeement d'Interet Public (GIP)	32 787,46 €		3 660,00 €	4 078,45 €			40 525,91 €	2
Mission Locale des Portes de la Brie	20R94MLPORF	94	Association Loi 1901	35 187,77 €		3 660,00 €	4 269,26 €			43 117,03 €	2
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	20R94MLIVRF	94	Groupeement d'Interet Public (GIP)	90 998,61 €		18 300,00 €	11 356,16 €			120 654,77 €	2
Hub de la Réussite - Mission Locale Nord Val D'Oise	20R95MLBEAF	95	Association Loi 1901	58 925,32 €		2 745,00 €	5 295,71 €			66 966,03 €	2
Mission Locale Argenteuil-Bezons	20R95MLABEF	95	Association Loi 1901	105 327,93 €		2 745,00 €	21 244,72 €			129 317,65 €	2
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	20R95MLCERF	95	Association Loi 1901	121 591,45 €		0,00 €	16 125,21 €			137 716,66 €	2
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	20R95MLMONF	95	Association Loi 1901	165 818,23 €		5 490,00 €	30 661,76 €			201 969,99 €	2
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	20R95MLVALF	95	Association Loi 1901	176 692,99 €		8 235,00 €	29 940,19 €			214 868,18 €	2
Mission Locale Cœur Val d'Oise - G.I.P Insertion anciennement Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	20R95MLTAVF	95	Groupeement d'Interet Public (GIP)	33 437,10 €		2 135,00 €	7 620,85 €			43 192,95 €	2
Total				6 000 000,00 €		201 910,00 €	900 000,00 €	1 285 714,28 €		7 101 910,00 €	

Annexe 5 : Annexe financière type Missions Locales

CONVENTION N°

Mission Locale de :

Classe :

ANNEXE 5 - DETAIL TECHNIQUE ET FINANCIER A LA CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2020-2022

ANNEE 2022

Délibération n° CP (1^{re} affectation)

Délibération n° CP (2^{me} affectation)

	1ERE AFFECTATION : PART FIXE ACCORDEE		2DE AFFECTATION : PART VARIABLE ACCORDEE	TOTAL ANNUEL ACCORDE (a+b)
	Montant annuel de la subvention de fonctionnement N- 1	36,93 du montant annuel de la subvention de fonctionnement N-1 (a)	sur la base des crit res de conte te, d'activité et de résultat apr s vote du budget régional (b)	
Subvention de fonctionnement (voir détail page suivante)				

Dont Bonus ou malus appliqué			TOTAL bonus ou malus

	Nombre annuel de places N-1	Nombre de places AVANCE 100 N-1	MONTANT DE L'AVANCE (a)	Nombre de places SOLDE N	MONTANT SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (a+b)
Parrainage						

Total des subventions ma imales prévisionnelles accordées			

	AVANCE (a)	SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (a+b)
Plafond ch ques mobilité			

Détail du montant annuel de la subvention de fonctionnement 2021

CRITERES			Mission locale (A)	Total le-de-France (B)	Part de la ML (C A B)	Sous enveloppe régionale (D)	Subvention de la ML (E C D)
CONTEXTE 30	15 %	Nombre de jeunes actifs non occupés					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en QPV					
	5 %	Nombre de ménages non assujettis					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de niveau IV non validé et infra					
ACTIVITE 35	10 %	Nombre de 1er accueil					
	25 %	Nombre de jeunes accompagnés					
RESULTAT 35	10 %	Nombre d'entrées en emploi durable					
	7,5 %	Nombre d'entrées en emploi non durable					
	10%	Nombre d'entrées en alternance					
	7,5 %	Nombre d'entrées en formation					
Résultat							
Montant annuel plafonné (+5 -5)							
Montant attribué sur performance							
Montant annuel de la subvention de fonctionnement							

La mission locale s'engage à recruter X stagiaires ou alternants au titre de l'année 2022, pour une période minimale de deux mois.

Le _____ A

(Nom et qualité du signataire,
Signature et cachet de la structure)

(1) joindre impérativement la copie de l'acte autorisant la signature du délégataire

Annexe 6 : Convention ARML

R R D M D M D D R

Entre :

r d r, Située 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2022-022 du 28 janvier 2022,
Ci-après dénommée la « région »

d'une part,

et

R d M d d r

dont le statut juridique est : association loi 1901
dont le n° SIRET est 450 001 870
dont le siège social est situé au 140, rue du Chevaleret, 75013 Paris
ayant pour représentant Monsieur Jacques CROSNIER, en sa qualité de Président
Ci-après dénommée « ARML Île-de-France »

d'autre part,

Il est expressément convenu ce qui suit :

r

Les missions locales agissent pour l'emploi et la formation visant l'accès à la qualification des jeunes. Une approche régionale visant une structuration territoriale du réseau des missions locales franciliennes est essentielle pour mener à bien ces actions.

Par leurs objectifs en matière de coordination de l'emploi, d'orientation et de formation professionnelles destinés à favoriser l'insertion des jeunes, la région et l'Etat ont souhaité disposer d'un interlocuteur régional en capacité de structurer et d'animer le réseau régional des missions locales. La région Île-de-France soutient ainsi l'ARML Île-de-France, Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France, depuis 2014.

A cet effet, l'ARML Île-de-France doit par son positionnement régional :

- A Jouer un rôle fédérateur pour les missions locales et être le relais de leurs projets et de leurs attentes auprès de leurs financeurs et de leurs partenaires régionaux publics, privés ou associatifs ;
- A Assurer la représentation politique, stratégique et institutionnelle du réseau des missions locales, dans les instances régionales en charge de l'emploi des jeunes ;
- A Proposer une offre de service qui vise à développer un appui conseil et technique pour soutenir l'action des missions locales.

Afin de répondre aux attendus de leurs partenaires et financeurs, les missions de L'ARML doivent être réaffirmées et leurs objectifs précisés. Ces missions s'inscrivent en cohérence avec le plan d'action défini annuellement.

L'attribution par la région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par les délibérations n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

La région Île-de-France a décidé de soutenir l'Association Régionale des Missions Locales (L'ARML Île-de-France) par la mise en place d'une convention d'objectifs et de moyens (COM) pour l'année 2022.

La présente convention détermine les objectifs de l'ARML Île-de-France et ses engagements.

L'ARML Île-de-France s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la région et conformément à son objet social, les orientations stratégiques pour 2022.

Les orientations franciliennes de l'animation régionale des missions locales s'organisent autour de quatre axes prioritaires :

- A Accompagner la mise en œuvre et la convergence des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes en veillant à l'amélioration de la visibilité des dispositifs et leur articulation Etat/Région ;
- A Renforcer la coordination et l'animation opérationnelle du réseau des missions locales d'Île-de-France ;
- A Optimiser le suivi et le pilotage des systèmes d'information (y compris le SI national I-Milo) au niveau régional afin de valoriser l'activité et les résultats des missions locales ;
- A Assurer la représentation et la mobilisation du réseau au sein des instances régionales

Cette convention d'objectifs et de moyens prend appui sur le plan d'action annuel décidé au sein des instances mises en place : comité de pilotage stratégique et comité de suivi technique.

r r r r :

- o Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la région ; être en appui des missions locales sur les places de formation proposées dans le cadre du PRIC ;
- o Impliquer les missions locales dans l'accès à l'emploi des jeunes dont la création d'entreprise et les métiers en tension ;
- o Etre en appui aux actions territoriales de la région sur les bassins d'emploi (SPRO) ;
- o Favoriser l'exploitation des données des systèmes d'information utilisés par les missions locales ;
- o Transmettre régulièrement des données quantitatives relatives aux orientations et aux entrées des jeunes suivis par les missions locales dans les dispositifs de formation.
- o Promouvoir le dispositif « aide au permis » auprès des Missions Locales.
- o Accompagner la concertation des missions locales dans le cadre de l'évolution de leurs modalités de financement à compter de 2023 (nouvelle convention triennale).

La région et l'Etat, dans le cadre du CREFOP, ont souhaité organiser un pilotage stratégique de l'activité des missions locales et de leur association régionale. Les membres de ce comité de pilotage stratégique sont :

- Pour l'Etat : Le Préfet de la région Île-de-France ou son représentant,
- Pour la région : Le Délégué spécial à l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage, ou son représentant,
- Pour l'ARML Île-de-France : le Président de l'ARML, les membres du bureau, le délégué général de l'ARML.

Le comité de pilotage stratégique a pour objet de définir les objectifs annuels prioritaires et les actions mises en œuvre par l'ARML Île-de-France, ainsi que les besoins en subventions correspondants.

La convention fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité technique réunissant :

- Pour la région : la Directrice de la formation professionnelle, ou son représentant,
- Pour l'Etat : la Direccte, ou son représentant,
- Pour l'ARML Île-de-France : le délégué général de l'ARML accompagné de membres de l'ARML (Conseil d'Administration ou Comité des Directeurs, personnes qualifiées adhérentes du réseau).

Le comité technique a pour objet :

- Le suivi des actions prévues à la convention annuelle ;
- L'évaluation des résultats de l'année N-1 sur la base de l'analyse du plan d'action de l'année N-1 ;
- L'analyse des perspectives d'actions à réaliser pour l'année N et les années à venir.

Un compte rendu des réunions est transmis par l'ARML aux services de la région, Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage / Direction des Parcours Professionnels, au plus tard dans le mois qui suit la rencontre.

<i>R</i>	<i>M</i>	<i>D</i>	<i>R</i>	<i>D</i>	<i>M</i>
<i>r</i>	<i>d</i>	<i>d</i>			

Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail défini d'un commun accord avec la région.

L'association régionale des missions locales s'engage à :

- Mobiliser les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs tels que définis dans l'article 1 ;
- Mettre en œuvre les actions prioritaires définies et le programme régional d'animation.

A cette fin, l'ARML Île-de-France s'engage à :

- Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un plan d'action annuel défini d'un commun accord avec la région ;
- Transmettre à la demande de la région des extractions consolidées issues des systèmes d'informations utilisés par les missions locales afin de permettre à la région de suivre et analyser l'activité des missions locales, notamment les orientations/entrées vers les dispositifs régionaux.

Le plan d'action définitif est transmis à la région dès son adoption par l'assemblée générale de l'ARML Île-de-France.

d RM d r

3.2.1 : Les obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.2.2 : Les obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter, au titre de l'année 2022, *r* ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme « Mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. Il doit ensuite enregistrer les conventions signées dans l'outil.

dr d r

L'ARML Île-de-France s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire annuelle ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- Fournir à la région :
 - a) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
 - b) au plus tard avant le 30 juin :
 - A Les comptes annuels de l'année 2021 (bilan, compte de résultat et annexe selon rapport du CAC) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
 - A Le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos tel que présenté en AG ;
 - A Le rapport du commissaire au compte sur les comptes de l'exercice clos.

d r d d

L'ARML Île-de-France s'engage à :

- Faire parvenir à la région une copie des convocations, l'ordre du jour détaillé et les documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'ARML ;
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions dès leur validation par le bureau ou le CA ;
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier et informer la région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- Informer la région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

d r

L'ARML Île-de-France s'engage à :

- Informer la région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Informer la région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer la région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver et archiver l'ensemble des documents comptables et les pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions du code de la commande publique ;
- Informer la région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés que l'organisme pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- A respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

r d

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'ARML Île-de-France s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région est interdite.

La présence du logotype de la région est obligatoire, en 1^{ère} de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

<i>R</i>	<i>D</i>	<i>R</i>
<i>M</i>	<i>r</i>	<i>d</i>

La région s'engage à soutenir financièrement l'ARML Île-de-France par le versement d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 pour 2022, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale, dans la limite de la disponibilité des crédits et de leur affectation par la commission permanente du conseil régional.

Ainsi, une subvention correspondant à _____ du coût estimé de l'opération dont le montant prévisionnel s'élève à _____ pour l'année 2022, soit un montant maximum de subvention de _____ est versé à l'ARML Île-de-France pour la réalisation de ce projet.

M d d r d

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Art 4.2.1 : Modalités de versement

La subvention régionale est allouée sur la base d'une affectation votée par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions suivantes :

Art 4.2.2 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance de 45 % du montant prévisionnel sur présentation :

- d'un courrier d'appel de fonds,
- d'un plan de trésorerie
- des accusés de réception de dépôt des offres de stages sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire peut demander une seconde avance sur présentation :

- d'un courrier d'appel de fonds
- d'un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Ces documents sont datés, cachetés et signés par le représentant du bénéficiaire.

Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Art 4.2.3 Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la présentation des pièces suivantes :

- d'un courrier d'appel de fonds ;
- d'un rapport d'activité annuel, établi au regard du plan d'action annuel signé par le représentant légal du bénéficiaire ;
- des comptes annuels du bénéficiaire signés par le représentant légal et l'expert-comptable et validé par les rapports du commissaire aux comptes (rapport et rapport spécial) ;
- des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

d

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versée est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles prévues à l'alinéa précédent.

R

r

d

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'ARML le reverse à la région.

La région se réserve le droit de réviser le montant de la subvention régionale ou d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de la convention et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

R D D D R D

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier de la région.

R R D R

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'ARML Île-de-France s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

R M D D

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'ARML Île-de-France et par la Commission permanente du conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

R R D

La région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la région.

La région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'ARML Île-de-France. Dans ce cas, la région adresse à l'ARML Île-de-France, une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la région adresse à l'ARML la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ARML Île-de-France par la région.

R R M D

En cas de litiges nés de l'exécution des dispositions relatifs à la présente convention, les parties signataires s'obligent à mettre en œuvre une procédure de règlement amiable avant l'engagement de toutes procédures contentieuses.

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif.

R

R

Les pièces contractuelles comprennent :

- La présente convention proprement dite,
- le document « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2022-022 du 28 janvier 2022, et son annexe « budget prévisionnel », annexé à la présente convention.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le.....

Pour l'Association Régionale des Missions
Locales d'Île-de-France
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Annexe 7 : Fiche projet ARML

DOSSIER N° 21010843 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2022 ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES

Dispositif : Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF (n° 00000852)

Délibération Cadre : CP2020-058 du 31/01/2020

Imputation budgétaire : 931-116-6574-111004-400

Action : 11100401- Soutien aux missions locales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Tau d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF	1 757 000,00 TTC	34,15 %	600 000,00
	Montant total de la subvention		600 000,00

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC REGIONALE MISSIONS LOCALES
PAIO
Adresse administrative : 140 RUE DU CHEVALERET
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques CROSNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'ARML assure un rôle de représentation du réseau des missions locales d'Ile-de-France vis-à-vis des partenaires et financeurs. Elle a en charge les relations institutionnelles ainsi que la communication vers et pour le réseau des missions locales en Ile-de-France. Elle assure le portage de dossiers thématiques, avec pour objectifs prioritaires pour 2022 :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ; être en appui des missions locales sur les places de formation proposées dans le cadre du PRIC;
- Impliquer les missions locales dans l'accès à l'emploi des jeunes dont la création d'entreprise et les métiers en tension ;
- Etre en appui aux actions territoriales de la Région sur les bassins d'emploi (SPRO) ;
- Favoriser l'exploitation des données des systèmes d'information utilisés par les missions locales ;
- Transmettre régulièrement des données quantitatives relatives aux orientations et aux entrées des jeunes suivis par les missions locales dans les dispositifs de formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la la cité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La délibération CP n° 2022-022 du 28 janvier 2022 a fixé le montant de la subvention annuelle de l'ARML à 600 000 représentant 34,15% du budget prévisionnel de l'ARML pour l'année 2021.

Localisation géographique :

REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

PLAN DE FINANCEMENT

<i>R</i>	<i>BP 2022</i>	<i>R D</i>	<i>BP 2022</i>
	421 940	<i>r d r d r d</i>	10 000
Achats d'études et de prestations de services		Prestations de services	
Achats non stockés de matières et de fournitures			
Fournitures non stockables (eau, énergie)			
Fourniture d'entretien et de petit équipement			
Autres fournitures			
<i>r r r</i>	125 000	<i>d</i>	1 602 000
Sous traitance générale		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Locations		DRIETS	
Entretien et réparation		Région Ile de France	
Assurance		AGEFIPH	
Documentation		PRITH	
Divers		ARS	
<i>r r r r</i>	182 300	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Commune(s):	
Communication		-	
Evènementiel		Organismes sociaux (à détailler):	
Animation régionale des références (Déplacements missions)		Transition Pro	
Frais postaux et de télécommunications		ASP (Apprentissage)	
Services bancaires, autres		ASP PEC	6000
	41 000	Fondation BTP	
Impôts et taxes sur rémunération,		100% Ose le Sprint	
Autres impôts et taxes		Fondation Orange	
<i>r d r</i>	986 760	Autres recettes (précisez) - Fondations	
Rémunération des personnels,		<i>r r d d r</i>	95 000
Charges sociales,		Dont cotisations	
Autres charges de personnel		Dont taxe apprentissage	
<i>r r d r</i>		<i>r d r</i>	
<i>r r</i>		<i>r d</i>	
<i>r</i>		<i>R r r r</i>	
<i>D r r r</i>		<i>r r d r</i>	
<i>D d d d</i>			
<i>D R R</i>	1 757 000	<i>D R D R</i>	1 757 000
<i>d r r r</i>		<i>r r r</i>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<i>D R</i>	1 757 000	<i>D R D</i>	1 757 000

Annexe 8 : Convention de transfert de la Mission Locale du Bassin Chellois

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA CONVENTION 20R77MLCHEF DE LA MISSION LOCALE DU BASSIN CHELLOIS A LA MISSION LOCALE PARIS VALLEE DE LA MARNE 20R77MLTORF

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen Sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2022-022 du 28 janvier 2022

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : MISSION LOCALE PARIS VALLEE DE LA MARNE

dont le statut juridique est une : Association loi 1901

dont le n° SIRET est : 383 674 660 000 22

dont le siège social est situé au : 5 Passage de l'Arche Guédon - 77200 TORCY

ayant pour représentant : LE LAY-FELZINE Guillaume, Président

ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

PREAMBULE :

La Mission locale du Bassin Chellois a bénéficié d'un soutien du Conseil Régional d'Île-de-France selon les décisions ci-après énumérées :

- Par délibération n° CP 20-058 du 31 janvier 2020 la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement 2020-2022 ; la convention n°20R77MLCHEF afférente a été signée le 26 février 2021 par Monsieur MAMOU, Président de la Mission Locale du Bassin Chellois à cette date, et la convention n°20R77MLTORF a été signée le 26 février 2020 par Monsieur Paul MIGUEL, Président de la Mission Locale Paris Vallée de la Marne ;
- Par délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2020.
- Par délibération n° CP 2020-280 du 1er juillet 2020, la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2020.
- Par délibération n° CP 2021-015 du 21 janvier 2021, la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2021

- Par délibération n° CP 2021-237 du 22 juillet 2021, la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2021.
- Par délibération n° CP 2021-015 du 21 janvier 2021, la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2021
- Par délibération n° CP 2021-237 du 22 juillet 2021, la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2021.

La Mission Locale du Bassin Chellois a été absorbée par la Mission Locale Paris Vallée de la Marne par traité de fusion du 12 avril 2021 avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2021 entériné par les assemblées générales extraordinaires respectives de ces deux structures en dates des 17 juin 2021 et 16 juin 2021. Les statuts modifiés de la Mission locale Paris Vallée de la Marne ont été adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 2021, date de fusion définitive des deux associations. L'opération de fusion entraîne la dissolution sans liquidation de la mission locale du Bassin Chellois avec une transmission universelle de son patrimoine à la mission locale Paris Vallée de la Marne.

Les activités précédemment assurées par cette structure sont désormais mises en œuvre par la Mission Locale Paris Vallée de la Marne. Cette dernière s'engage à réaliser les projets dans les conditions fixées par les Conventions triennales et leurs avenants, conclus initialement entre la Région et la Mission Locale du Bassin Chellois.

Considérant la fusion absorption de la Mission du Bassin Chellois au sein la Mission Locale Paris Vallée de la Marne, la commission permanente de la région d'Île-de-France décide de transférer à la Mission Locale Paris Vallée de la Marne :

- la mise en œuvre de la convention triennale 20R77MLCHEF votée le 31/01/2020 et de son avenant voté le 01/07/2020,
- le reliquat non versé des soldes des subventions de Fonctionnement et de Parrainage, de l'enveloppe des Chèques mobilité attribués.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La présente convention a pour objet :

- de prendre en compte le nouveau périmètre d'intervention de la Mission Locale Paris Vallée de la Marne qui s'engage par la présente à reprendre et respecter l'ensemble des droits et obligations de la Mission locale du Bassin Chellois, à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention triennale 2020-2022 n°20R77MLCHEF votée le 31/01/2020 et son avenant n°1 voté le 01/07/2020.
- d'autoriser le transfert des subventions attribuées et non encore versées à la Mission locale du Bassin Chellois au titre de la convention triennale n°20R77MLCHEF à la Mission locale Paris Vallée de la Marne.

ARTICLE 2

Les paiements des subventions faisant l'objet de la présente convention seront effectués par l'Agence de Services et de Paiement.

Au titre de la subvention de fonctionnement de 2021, dont le montant s'élevait à 135 874,67 €, aucune somme n'est à transférer à la Mission Locale Paris Vallée de la Marne, le solde ayant été perçu par la Mission Locale du Bassin Chellois.

Le montant des soldes de subvention au titre des subventions 2020 et 2021 pour les dispositifs chèques mobilité et parrainage, initialement attribués à MDE Convergences, seront déterminés après transmission des bilans finaux et versés à la Mission Locale Paris Vallée de la Marne.

ARTICLE 3

Les conditions d'exécution administrative, pédagogique et financière des conventions prévues initialement demeurent inchangées.

ARTICLE 4

Dans tous les articles des conventions et avenants précités et signés avec la Mission Locale du Bassin Chellois, le terme « bénéficiaire » désigne désormais la Mission locale Paris Vallée de la Marne.

L'ensemble des clauses des conventions et avenants signés avec la Mission locale du Bassin Chellois demeurent applicables à la Mission locale Paris Vallée de la Marne sous réserve des modifications issues de la présente convention.

ARTICLE 5

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties.

Toutes les autres dispositions des contrats, avenants et conventions suscités demeurent inchangées et s'appliquent à la Mission locale Paris Vallée de la Marne qui s'engage à réaliser les projets cités à l'article 1^{er} de la présente convention.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Annexe 9 : Avenant de transfert de la Mission Locale d'Aulnay

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

AVENANT N° 4 A LA CONVENTION TRIENNALE N° 20R93MLAULF

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2022-022 du 28 janvier 2022

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : Mission Locale pour les Jeunes d'Aulnay-sous-Bois.....

Dont le statut juridique est une : Association loi 1901.....

Dont le n° SIRET est : 901 282 103 000 18

Dont le siège social est situé au : 1 rue Auguste Renoir – 93600 AULNAY SOUS BOIS.....

Ayant pour représentant : Monsieur Franck CANNAROZZO, Président.....

ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

et

L'organisme dénommé : MDE Convergence Entrepreneurs - Maison de l'Emploi Convergence Entrepreneurs

dont le statut juridique est une : Association loi 1901

dont le n° SIRET est : 430 191 723 000 26.....

dont le siège social est situé au : 1 rue Auguste Renoir - 93600 AULNAY SOUS BOIS

ayant pour représentant : Monsieur Franck CANNAROZZO, Président

d'autre part,

PREAMBULE :

- Par délibération n° CP 20-058 du 31 janvier 2020 la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement 2020-2022 ; la convention n°20R93MLAULF a été signée le 28 février 2020 par Madame Soucaille, Directrice générale de MDE Convergence Entrepreneurs;
- Par délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2020.
- Par délibération n° CP 2020-280 du 1er juillet 2020, la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2020.
- Par délibération n° CP 2021-015 du 21 janvier 2021, la Région a voté et affecté les avances des subventions au titre de l'année 2021
- Par délibération n° CP 2021-237 du 22 juillet 2021, la Région a voté et affecté les soldes des subventions au titre de l'année 2021.

- Compte tenu du procès verbal de l'assemblée générale du 29 décembre 2020 actant de la création de l'association Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois ;

Compte tenu de l'adoption des statuts de la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois lors de l'Assemblée Générale du 29 décembre 2020 (récépissé de modification de l'association auprès de la préfecture du 29/12/2020).

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte la scission de l'activité mission locale de MDE Convergence Entrepreneurs au profit de la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois qui s'engage à reprendre et respecter l'ensemble des droits et obligations de MDE Convergence Entrepreneurs, à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention triennale 20R93MLAULF et de son avenant voté le 01/07/2020.

Le présent avenant a pour objet d'autoriser le transfert des subventions attribuées et non encore versées à MDE Convergence Entrepreneurs au titre de la convention triennale n° 20R93MLAULF vers la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay.

ARTICLE 2

Les actions subventionnées sont en cours d'exécution, les paiements des subventions faisant l'objet du présent avenant seront payés par l'Agence de Services et de Paiement.

Au titre de la subvention de fonctionnement de 2021, dont le montant s'élevait à 184 907,34 €, aucune somme n'est à transférer à la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay, le solde ayant été perçu par MDE Convergence Entrepreneurs.

Le montant des soldes de subvention au titre des subventions 2020 et 2021 pour les dispositifs chèques mobilité et parrainage, initialement attribués à MDE Convergence Entrepreneurs, seront déterminés après transmission des bilans finaux et versés à la Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay.

ARTICLE 3

Les conditions d'exécution administrative, pédagogique et financière des conventions prévues initialement demeurent inchangées.

ARTICLE 4

Le présent avenant de transfert subit toutes les clauses non modifiées par les articles précédents applicables aux subventions d'origine auxquels il se rattache directement et devient pièce contractuelle. Il opère une continuité matérielle absolue avec les conventions originales.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le Président de la Mission Locale des Jeunes d'Aulnay
sous Bois
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation

Le.....

Le Président de MDE Convergence Entrepreneurs
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Annexe 10 : Avenant probilité Missions Locales

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

AVENANT N° X A LA CONVENTION TRIENNALE N° XXXX

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-022 du 28 janvier 2022
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé :
dont le statut juridique est une :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « la structure bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

- Par délibération n° CP 20-058 du 31 janvier 2020 la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement 2020-2022 ;
- Par délibération n° CP 2021-032 du 21 juillet 2021 la Région a intégré une clause d'éthique dans les conventions passées par la Région ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'ajouter un article WWW à la convention triennale d'objectif et de moyen de la mission locale « xxxxxxxxxx » rédigé comme suit ;

« Le partenaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région ».

ARTICLE 2

Les autres clauses de la convention triennale XXXX et de ses avenants précédents restent inchangées.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation